

Bulgarie

*C'est un peuple élu.[...] Ce n'est pas un hasard
s'il a été placé là, sur cette terre aux confins
entre monde d'aujourd'hui et monde antique
à la lisière entre Orient et Occident.*

Pentcho Slaveïkov, *Chant sanglant*.

En 1981, Todor Jivkov¹, l'un des dictateurs communistes à la longévité enviable (de 1956 à 1989), et son équipe fêtaient à grand renfort de manifestations de tout genre les 1300 ans de l'État bulgare. Livres, films, émissions, congrès internationaux sur l'État et sur l'identité bulgares : on sait d'expérience (rappelons-nous le tout récent « débat » sur l'identité française...) que, lorsque le pouvoir sent la réalité commencer à lui échapper, il tente de retrouver crédit et ralliement en brandissant l'identité nationale.

L'État bulgare, de fait, est l'un des plus anciens d'Europe (aussi problématique et anachronique que soit ce terme d'État lorsqu'on l'utilise pour la période médiévale), l'un des plus vastes et puissants sous les règnes des tsars Siméon I (893-927) et Ivan Assen II (1218-1241), s'étendant même à certaines époques sur trois mers (mer Noire, mer Égée et Adriatique). Mais de quelle identité est-il question ? Slave ? Protobulgare ? Thrace ? Orthodoxe ? Balkanique ? Européenne ? Le sujet, rebattu en Bulgarie même, maintes fois discuté, de manière contradictoire selon les époques et les régimes, maintes fois instrumentalisé par la politique, les arts et la littérature, commence tout juste à faire l'objet d'études historiographiques sérieuses dans le pays, en même temps que paraissent des travaux qui mettent l'accent sur le caractère anachronique de l'utilisation de catégories « nationales » datant des 18^{ème} et 19^{ème} siècles pour évoquer les empires du Moyen-Âge.

A. La construction de l'État bulgare

1. Quelques repères

1.1. Premier et Deuxième royaumes bulgares (681-1018, 1187-1396)

Un premier État est fondé en 681 par le khan Asparouh : il réunit tribus slaves, protobulgares, d'origine turco-altaïque, et substrat thrace (les Bulgares sont fiers qu'Orphée soit né, selon la mythologie grecque, dans les Rhodopes). Cet État a pour capitale Pliska et s'étend de la mer Noire, à l'est, au Balkan au sud, la frontière septentrionale étant délimitée par les Carpates,

¹ Dans le corps du texte, nous avons adopté une transcription le plus proche de la prononciation française. En revanche, dans la bibliographie et les références bibliographiques, les titres d'ouvrages en bulgare sont translittérés selon la norme de l'Institut d'Études slaves.

jusqu'au Dniestr. Il est donc situé sensiblement plus au nord que la Bulgarie actuelle.

La conversion au christianisme, en 865, dans l'orbite du patriarcat de Constantinople, est un acte fort de la part du prince Boris, désireux d'affermir son pouvoir en cimentant les diverses cultures, langues et paganismes qui coexistent. Son œuvre est poursuivie par son fils Siméon qui prend en 913 le titre de tsar et agrandit le royaume de manière spectaculaire : sous son règne (893-927), communément appelé « le Siècle d'or », il s'étend des Carpates à la mer Egée et de la mer Noire à l'Adriatique, avec pour capitale Preslav. Aussi bien à Preslav, autour de Constantin de Preslav, du Moine Hrabar, de Jean l'Exarque, qu'à Ohrid (située dans la partie sud-ouest du royaume, dans la Macédoine actuelle), autour de Clément d'Ohrid, les arts et les lettres atteignent un sommet qu'ils ne retrouveront pas de si tôt, grâce à l'accueil réservé par les souverains bulgares aux disciples de Cyrille et Méthode, chassés par le clergé germanique de la Grande-Moravie où ils évangélisaient les Slaves : c'est à Constantin-Cyrille le Philosophe, lettré byzantin, et à son frère que l'on doit la création vers 860, pour leur mission en Grande-Moravie, de la glagolite, alphabet spécifique pour transcrire le vieux-slave dans sa variante bulgaro-macédonienne. La joute qui opposa Cyrille au clergé latin, lorsqu'il dut défendre cet alphabet qui transgressait le dogme des trois langues sacrées, est demeurée célèbre². La glagolite est peu à peu remplacée par le cyrillique, alphabet plus simple, inspiré par l'alphabet grec, dont on ne connaît pas avec certitude le créateur. La littérature qui naît et se développe dans le Premier royaume bulgare est avant tout religieuse, faite de traductions de textes byzantins, d'hagiographies, de panégyriques, de textes liés aux besoins du culte.

Cet essor est infléchi par la domination byzantine (1018-1187) qui fait suite à la défaite infligée par Basile le bulgarochtone à l'armée bulgare : elle se traduit par une hellénisation du clergé et de la langue liturgique peu propice à la création littéraire originale.

En 1186, les frères Assen et Peter s'émancipent de l'Empire byzantin et instaurent le Deuxième royaume bulgare (1187-1396) qui a pour capitale et centre culturel Tarnovo. Sous le tsar Ivan-Assen, l'État retrouve brièvement ses frontières du temps de Siméon, développe ses relations commerciales avec l'Occident (Venise notamment) et frappe ses premières monnaies. La vie culturelle au 14^{ème} siècle est dominée par le Patriarche Euthyme de Tarnovo, qui procède à la révision des traductions des textes religieux, par crainte des hérésies, et prône le respect de la langue des maîtres à une époque où le slavon (langue d'Église) s'est déjà éloigné de la langue parlée. Le patriarche Euthyme, dont les disciples Cyprien, Constantin de Kostenets et Grégoire Tsamblak propagèrent les lettres slaves en territoires serbe et russe, est devenu une figure emblématique³ des dernières heures du royaume bulgare avant que celui-ci ne tombe aux mains des Ottomans. L'un de ses disciples, Josafat de Vidine, écrivit de lui : « Mieux aurait valu que le soleil s'éteigne plutôt que se taise la langue d'Euthyme !⁴ »

La mémoire de la grandeur passée, avec les mythes identitaires qu'elle génère (l'idée, par exemple, que Cyrille était bulgare, de la Bulgarie comme civilisatrice de l'Europe) est d'autant plus

² Cf. Francis Conte, 1985.

³ Sa statue, au cœur de Sofia, à l'angle de la rue Graf Ignatiev et du boulevard Levski, est un lieu de rendez-vous prisé des Bulgares.

⁴ « Panégyrique de sainte Philothée ».

forte qu'elle compense le souvenir des deux dominations, byzantine (1018-1187) et surtout ottomane (1396-1878). Elle est au cœur de l'*Histoire slavo-bulgare* (1762), œuvre du moine Païssi de Hilendar, admise depuis le 19^{ème} siècle comme fondatrice du Réveil national.

1.2. L'occupation ottomane (1396-1878)

Les luttes intestines entre boyards minent la puissance de l'État qui tombe en 1396. Les territoires des actuelles Bulgarie et Macédoine, alors provinces musulmanes faisant partie du *roum millet*, demeurèrent sous administration ottomane durant presque cinq siècles, isolées des grands courants culturels, scientifiques et techniques qui traversent l'Europe occidentale (Renaissance, Réforme, Contre-Réforme). Mis à part des récits apocryphes, des traductions (*Roman d'Alexandre*) et les *Damaskini*, recueils de textes où se mêlent traduction et création originale, les lettres bulgares produisent peu en regard de ce qui se passe en Europe, du 15^{ème} siècle au début du 18^{ème} siècle, et gardent un contenu religieux.

Même si la politique religieuse et culturelle des Ottomans se caractérise par une relative tolérance à l'égard des autres religions monothéistes, il n'en reste pas moins que l'aristocratie bulgare et le clergé, piliers traditionnels de la culture, n'ont plus aucun rôle et que, pendant de longues années, jusqu'à la constitution d'un exarchat bulgare en 1871 par firman du sultan Abdül Hamid, le clergé grec, responsable des communautés chrétiennes de l'Empire, pratique une politique d'hellénisation. C'est ce qui explique l'émergence, vers la fin du 18^{ème} siècle, de rancunes tenaces contre les Grecs et surtout les Phanariotes, habitants du quartier de Constantinople le Phanar, proches des autorités ottomanes. Il faut attendre la fin du 18^{ème} siècle et l'apparition progressive d'une petite bourgeoisie commerçante, puis d'une petite intelligentsia d'enseignants dans le premier quart du 19^{ème} siècle pour que naisse l'idée d'identité ethnique et religieuse bulgare, attisée par l'œuvre du moine Païssi de Hilendar, *Histoire slavobulgare*, et portée par la triade lignage – langue – patrie à laquelle s'ajoute celle de la religion (orthodoxe) vécue plutôt comme culture.

1.3. Le Réveil national bulgare et la Libération (1762-1878)

Commence alors une période de luttes pour le développement d'une instruction en bulgare, d'une presse périodique, pour la création d'une Église bulgare autonome et d'un État indépendant, où se font remarquer les esprits les plus brillants de l'époque, car l'écrivain est avant tout engagé dans cette lutte : Petko Slaveïkov (1827-1895), Liouben Karavelov (1837?-1879), Hristo Botev (1848-1876), poète mort très jeune en combattant les Ottomans, Gueorgui Rakovski (1821-1867), et où se forment des comités révolutionnaires chargés d'organiser la lutte armée (avec notamment Vassil Levski, trahi par l'un des siens et pendu par les Ottomans, figure importante du Panthéon identitaire bulgare).

C'est aussi l'époque où, au terme d'un processus de traduction /adaptation /appropriation /imitation, naissent les genres littéraires modernes, dont le roman (et la nouvelle), importés de l'Europe occidentale considérée comme la référence et le modèle à suivre dans cette partie de l'Europe qui se considère elle-même volontiers comme « périphérique », « isolée », « en retard ».

À l'issue de la guerre russo-turque de 1877/1878, un État bulgare moderne, dont les élites

sont porteuses d'un projet stato-national, est créé. Le traité de San Stéfano (mars 1878) lui donne de larges frontières, mais les Grandes Puissances, craignant la naissance d'un pays aussi important sous influence russe dans les Balkans, imposent le traité de Berlin (juillet 1878) qui fait naître un pays aux dimensions plus modestes : la principauté bulgare au nord (autour de Sofia), la province de Roumélie au sud (autour de Plovdiv), vassale de la Sublime Porte ; la Thrace orientale et la Macédoine redeviennent des provinces ottomanes. De plus, il est interdit à la principauté de se choisir un souverain bulgare (ce qui explique que, jusqu'en 1943, la Bulgarie ait eu des princes et rois d'origine allemande). En 1885, bravant les Grandes Puissances, le prince Ferdinand de Saxe-Cobourg Gotha procède à l'unification de la Principauté et de la Roumélie, avant de déclarer la Bulgarie indépendante en 1908 et de se donner le titre de *tsar*, celui que portaient les souverains médiévaux.

La « libération » de la Bulgarie, qui s'accompagne d'une « désottomanisation » administrative, linguistique et culturelle, permet l'édification progressive des institutions de l'État, dans les sphères politique et culturelle (ministères, Académie des Sciences, Bibliothèque nationale, etc.) dans le cadre institué par la Constitution de Tarnovo (1879) qui instaure une monarchie héréditaire constitutionnelle dont la vie tumultueuse est secouée de crises ministérielles.

1.4. Difficile apprentissage de la monarchie parlementaire (1878-1944)

La libération suscita des espoirs et des passions : brève époque d'euphorie à laquelle succèdent bientôt les désenchantements provoqués par la réalité et le dur apprentissage d'une vie politique pluraliste dans le cadre de la monarchie. Toute la période est marquée par une certaine instabilité politique, un système partisan aux pratiques clientélistes, le lien voulu par les monarques entre armée, Église, et pouvoir, souvent autoritaire, notamment dans la période de « terreur blanche » qui suit le coup d'État militaire de 1923 et la répression de l'insurrection des forces de gauche en septembre de la même année, puis de nouveau à partir de 1935, avec la suppression des partis politiques.

Période troublée aussi par les rivalités et actions violentes auxquelles se livrent, à partir des années 1890, les différents mouvements liés à la Macédoine⁵, région peuplée d'environ trois millions d'habitants, Bulgares, Serbes, Grecs, Valaques et Juifs principalement, dont le sentiment identitaire est essentiellement culturel, avec pour marqueur la religion. Trois de ces mouvements sont extérieurs à la Macédoine : Comité suprême macédonien en Bulgarie, soutenu par l'exarchat bulgare et par le roi Ferdinand de Saxe-Cobourg Gotha qui aspire à restaurer une Grande Bulgarie, luttant pour l'intégration de la Macédoine à la Bulgarie, considérant que la majeure partie de la population y est bulgare ; *Ethniki Etairia* en Grèce, qui participe de la *Meghali idea*, dont l'objectif est de rassembler tous les Grecs de la diaspora ; Société de saint-Sava en Serbie). Quant à l'ORIM (Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne), elle lutte de l'intérieur, non sans avoir des liens, ambigus d'ailleurs, avec le mouvement bulgare, malgré des objectifs fort différents : pour cette organisation, il s'agit de conquérir un statut d'autonomie, voire

⁵ Cf. Nadine Lange-Akhund, « Nationalisme et terrorisme en Macédoine vers 1900 », *Balkanologie*, Vol. IV, n° 2 | décembre 2000, [En ligne], mis en ligne le 20 juillet 2011. URL : <http://balkanologie.revues.org/index320.html>. Consulté le 25 mai 2012.

d'indépendance, pour toute la population de la Macédoine, quelles que soient ses origines. Le début du 20^{ème} siècle est traversé par les actes de terrorisme et d'enlèvement, le trouble sciemment entretenu dans les Balkans par ces mouvements désireux d'attirer à leur cause l'opinion publique et les Grandes Puissances.

Du point de vue culturel, le tournant du 19^{ème} siècle et les deux premières décennies du 20^{ème} sont sans doute les plus foisonnantes pour la littérature, la musique et les arts plastiques. C'est une époque riche en débats et en expériences auxquels les nombreuses revues culturelles accordent leur tribune : ce que l'on appellerait aujourd'hui « devoir de mémoire » dans le roman *Sous le Joug* d'Ivan Vazov (1850-1921) et dans les *Notes sur les insurrection bulgares* de Zahari Stoyanov (1850-1889), feuilletons et pamphlets d'Aleko Konstantinov (1863-1897), poèmes sarcastiques de Stoyan Mihailovski (1856-1927), modernisme du cercle *Missal* (Pensés), autour, notamment, des poètes Pentcho Slaveïkov (1866-1912) et Peïou Yavorov (1877-1914), symbolisme de Teodor Traïanov (1880-1945), Dimtcho Debelianov (1887-1916), Nikolaï Liliev (1885-1960) et d'autres poètes, expressionnisme de Guéo Milev (1895-1925), d'Anton Strachimirov (1872-1937), avant-gardes, mais aussi apothéose du récit avec ceux d'Eline-Péline (1878-1949) et de Yordan Yovkov (1880-1937), poésie féminine de Dora Gabé (1888-1983) et d'Elissaveta Bagriana (1893-1991).

Le « court XX^{ème} siècle⁶ » est, pour la Bulgarie, ponctué par la montée en puissance des idéologies extrêmes (fascisme, communisme), par les deux guerres balkaniques (1912-1913) et par les deux guerres mondiales du côté des Allemands, donc des vaincus, par le désir des Bulgares et l'ambition de leurs dirigeants de retrouver la « Bulgarie des trois mers » et ses anciens territoires, Thrace orientale et Macédoine comprises, et le rapprochement politique et économique, après 1934, de l'Allemagne nazie. Un fait suffisamment rare en Europe mérite d'être souligné : sous la pression d'une fraction de l'opinion publique et grâce au rôle de diverses personnalités engagées dans ce combat, le gouvernement bulgare a sauvé *in extremis* les Juifs de Bulgarie de la déportation dans les camps d'extermination (sort qui ne fut hélas pas partagé par les Juifs de Thrace orientale et de Macédoine, alors sous administration bulgare, la Bulgarie étant l'alliée de l'Axe)⁷.

1.5. Sous la dictature du prolétariat : le communisme bulgare (1944-1989)

Le 9 septembre 1944, le Front de la Patrie, mouvement clandestin qui rassemble l'opposition de gauche, accède officiellement au pouvoir dans un pays « libéré-occupé » par l'Armée rouge, selon la formule de Stéphane Courtois⁸. C'est le prélude à un processus qui aboutit à la prise du pouvoir par les communistes en 1947. Un tribunal populaire, mis en place dans un climat de terreur, juge tous ceux qui sont soupçonnés de liens avec l'ancien régime : près de 11000 personnes sont ainsi jugées (condamnées à mort, envoyées dans des camps, dans les prisons ou acquittées).

En septembre 1946, à l'issue d'un référendum, la monarchie est abolie au profit d'une

⁶ Eric Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes : le court XX^e siècle (1914-1991)*, Complexe, 1999.

⁷ Cf. Tzvetan Todorov, 1999.

⁸ Stéphane Courtois, *Communisme et totalitarisme*, éd. Perrin, 2009, p. 106.

république populaire et, en décembre 1947, après la signature du traité de Paris et le retrait de missions d'observation étrangères, une nouvelle constitution est proclamée. À partir de ce moment-là, le parti ouvrier bulgare, rebaptisé parti communiste bulgare en décembre 1948, affirme brutalement son pouvoir en éliminant ses « alliés » du Front de la Patrie (pendaison de Nikola Petkov, leader du parti agrarien et principal opposant aux communistes). Gueorgui Dimitrov, rentré de Moscou, membre très influent du Komintern, devient Premier ministre. Avec la prise du pouvoir par ceux qui sont passés par Moscou (Gueorgui Dimitrov, qui meurt en 1949, Vassil Kolarov, Valko Tchervenkov), l'élimination de Traïtcho Kostov, accusé de « titisme », la Bulgarie s'aligne docilement sur la politique soviétique, au point d'être considérée, à la fin des années 1960, comme la « 16^e république soviétique ». C'est l'ère de la dictature d'un parti unique, de la collectivisation forcée des terres, de l'économie planifiée, de la peur, des camps, du réalisme socialiste gouvernant les arts et les lettres mais aussi, dans le cadre du Comecon, d'un développement agro-industriel important dans un pays demeuré très affaibli par les guerres successives, d'une certaine stabilisation économique et sociale marquée par la quasi-absence du chômage et par un système de santé qui attise, à l'heure actuelle, des nostalgies.

Après la mort de Staline, Tchervenkov nomme en 1954 Todor Jivkov à la tête du Parti. En 1956, le XX^e Congrès du parti communiste de l'URSS se livre, en la personne de Khrouchtchev, à la dénonciation du culte de la personnalité. Le parti bulgare répercute l'« événement » par son Plenum d'avril 1956 qui proclame la déstalinisation. À la faveur de ce relatif dégel, la culture bulgare s'ouvre aux cultures occidentales, la littérature commence une timide sortie du réalisme socialiste. En 1962, Tchervenkov est écarté du pouvoir par Khrouchtchev qui le remplace à la tête de l'État par Jivkov, certes habile et rusé, prompt à saisir les moindres changements de la politique soviétique, mais promu pour « son insignifiance et sa docilité⁹ ». Ainsi, en août 1968, la Bulgarie participe à l'invasion de la Tchécoslovaquie.

Les années 1960 marquent le début d'une certaine stabilisation dans les Balkans¹⁰ due, notamment, à l'accalmie des conflits inter-balkaniques, et d'une croissance économique certaine (industrialisation extensive, soutien de l'agriculture, développement du tourisme) jusqu'au choc pétrolier de 1974 qui a un impact sur l'économie mondiale et se traduit par une récession de l'économie bulgare dans les années 1980 (hausse des prix, besoins énergétiques non couverts). En 1971, une nouvelle Constitution est adoptée par un référendum : elle instaure notamment un Conseil d'État dont Jivkov est président. C'est un pouvoir personnel tenu fermement contre vents et marées, malgré les événements de Pologne, l'attentat manqué contre le pape Jean-Paul II, l'assassinat avec le « parapluie bulgare » de l'écrivain et journaliste Guéorgui Markov à Londres en 1978. Jivkov sait jouer habilement de la carotte et du bâton avec les écrivains et les artistes muselés par des promotions, privilèges et mises sur la touche. C'est ce qui explique, entre autres facteurs, que, mis à part les romans *Avalanche* [*Lavina*] et *Visage* [*Litsé*] de Blaga Dimitrova (1922-2003), confisqués dès leur parution, l'autodafé du recueil d'épigrammes *Piments* [*Liouti Tchouchki*], de Radoï Raline (1923-2004), les allusions « dans la langue d'Ésope » somme toute

⁹ Cf. Bernard Lory, 1996, sur lequel je m'appuie dans cette partie.

¹⁰ *ibid.*

tolérables dans les récits et pièces de Yordan Raditchkov (1929-2004), la mise à l'écart des poètes Nikolaï Kantchev (1936-2007) ou Konstantin Pavlov (1933-2008), le roman d'Ivaïlo Petrov (1923-2005), *Chasse aux loups* [*Haïka za valtsi*], qui dénonce la collectivisation des terres et l'urbanisation massive des années 1950, ou encore le roman *Ballade pour Gueorg Henig* [*Balada za Gueorg Henig*] de Viktor Paskov (1949-2009), paru malgré son anticommunisme virulent à la faveur de la perestroïka et qui vaut à son auteur d'être admis dans la très officielle Union des Écrivains, il n'y ait pas en Bulgarie, contrairement à la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie ou l'Union soviétique, de dissidence importante.

La récession économique des années 1980, l'arrivée au pouvoir en URSS de Mihail Gorbatchov en 1985, la politique nationaliste anti-turque menée par Jivkov changent la donne. Celle-ci n'est certes pas nouvelle, mais la Bulgarie ayant signé les accords d'Helsinki et la Turquie s'inquiétant du sort des Turcs de Bulgarie, le « processus de renaissance », dont il sera question plus bas, est l'une des raisons de la destitution de Jivkov, évincé pacifiquement du pouvoir par une aile réformatrice au sein du Parti communiste le 10 novembre 1989, dès le lendemain de la chute du Mur de Berlin.

1.6. La longue transition (1989 – début 21^{ème} siècle)¹¹

Ce qui fait l'originalité des changements bulgares, qui ont pu paraître étonnants tant étaient peu nombreux les signes avant-coureurs, c'est l'articulation de dynamiques internes et extérieures : ouverture de la frontière austro-hongroise fin mai 1989, changements politiques en Hongrie et en Pologne, ligne conservatrice de Jivkov désavouée par l'URSS, processus de renaissance à l'encontre des Turcs de Bulgarie, mécontentement croissant de l'aile réformatrice du parti communiste et d'une partie de la population.

Le pouvoir sclérosé et personnel de Jivkov, habitué aux aléas de la politique soviétique, n'a pas su entendre assez tôt et prendre suffisamment au sérieux la *perestroïka* et la *glasnost* impulsées par Gorbatchev, ainsi que l'incitation aux réformes. Lorsque l'Union soviétique met fin à ses aides (en contrepartie de sa grande loyauté politique, la Bulgarie tablait sur des débouchés garantis pour ses exportations et avait accès à des matières premières et à l'énergie à des prix très bas), la vétusté de l'économie bulgare et l'endettement sérieux du pays éclatent au grand jour. À la faveur de quelques timides réformes entreprises en 1987, des associations se forment autour de problèmes écologiques (Tchernobyl, tenu longtemps sous silence, ou volontairement sous-estimé par les autorités, usine polluante sur la rive roumaine du Danube, face au port de Roussé). Quant aux jeunes cadres du Parti formés à Moscou, ils prennent acte du désaveu de la politique jivkoviennne par Gorbatchev. Lorsque le « Comité de défense écologique de la ville de Roussé », de même que le mouvement dissident créé après le processus de renaissance, pour le respect des droits de l'homme, subit des répressions, la protestation gagne du terrain et le pouvoir est déjà fragilisé. Plusieurs réformateurs communistes décident alors de se séparer du dictateur, après s'être assurés de la non opposition de l'URSS, de l'armée et de la puissante Sécurité d'État. Le 9 novembre 1989, sur fond de chute du Mur de Berlin, les membres du Politbureau demandent la démission de Jivkov de son poste de secrétaire général du parti communiste et de président du

¹¹ Cf. la thèse de Nadège Ragaru, 2005, sur laquelle je m'appuie dans cette partie.

Conseil d'État. Démission confirmée le 10 novembre. Peter Mladenov, de l'aile réformatrice du Parti, est nommé à sa place. Jusqu'aux premières élections libres de juin 1990, l'opposition, qui commence à s'organiser autour des partis de l'Union des forces démocratiques et du Mouvement pour les droits et la liberté (à l'origine parti des Turcs et des musulmans de Bulgarie) et qui bénéficie des manifestations de rue, va engager un bras de fer avec le pouvoir afin de le pousser à hâter le processus de démocratisation, qui donne lieu à la fameuse Table ronde, inspirée du modèle polonais, dont les sessions houleuses et souvent interrompues se déroulent de janvier à mai 1990. En mars de la même année, le parti communiste se rebaptise « parti socialiste bulgare ».

Le premier président de la République élu démocratiquement en 1992 est Jeliou Jeleu qui avait remplacé Peter Mladenov en juillet 1990.

Toute la période de juin 1990 à janvier 1997 témoigne du difficile apprentissage de la vie parlementaire. Elle commence par la victoire inattendue des socialistes aux élections législatives de juin 1990 dont les conséquences sont durables pour le pays : retard des mesures de libéralisation de l'économie (malgré les réformes du cabinet démocrate de Filip Dimitrov, 1991-1992), scission de l'opposition démocratique, montée d'une économie grise et de réseaux maffieux, détournement des ressources des entreprises publiques en faveur de biens privés. Lorsque le parti socialiste revient au pouvoir en 1994, le cabinet conduit par Jan Videnov (1995-1996) mène une politique de restauration du communisme qui entraîne le pays dans une crise monétaire (hyperinflation), financière, économique, politique et sociale sans précédent. Il faut un contrôle du FMI en 1997 et la mise en place d'un directoire financier imposant une discipline stricte et indexant le *lev*, monnaie nationale, au Mark allemand, l'arrivée au pouvoir en 1996 du démocrate Peter Stoyanov à la tête de l'État, la démission de Videnov sous la pression populaire dans la plupart des grandes villes du pays et les élections de 1997 accordant une majorité à l'Union des Forces démocratiques et aboutissant à la formation du cabinet d'Ivan Kostov (1997-2001) pour que la Bulgarie retrouve une certaine stabilité.

Les défis que doivent relever ce cabinet, toujours actuels pour certains, sont la lutte contre la corruption et le crime organisé, l'ouverture (en plusieurs étapes tant les réticences sont fortes) des dossiers de la Sécurité d'État, la préparation de l'intégration de la Bulgarie à l'OTAN et à l'Union européenne, la reprise en main de l'appareil d'État, et la relance économique qui se fait par une politique d'austérité impopulaire, de restitution des terres nationalisées par les communistes, de privatisation des entreprises publiques et d'encouragement des investissements étrangers, mesures pour lesquelles la Bulgarie a plusieurs années de retard par rapport à d'autres pays de l'ancien bloc socialiste.

La baisse du niveau de vie, la montée du chômage, la difficulté à combattre l'économie illicite : tout cela affaiblit le cabinet de Kostov et laisse la voie libre à une figure politique nouvelle et inédite, celle du roi-Premier ministre. Simeon II, qui, ayant dû s'exiler enfant, en 1946, fait un retour remarqué en Bulgarie. Comprenant vite qu'un retour à la monarchie n'est pas envisageable, il crée, non sans difficultés juridiques, un parti politique, le Mouvement national Simeon II. Auréolé d'un prestige multiple (ses origines, son statut d'homme d'affaire aisé, ses contacts avec l'étranger, l'Europe) lui conférant l'image d'un homme qui ne devrait pas se laisser corrompre, voire d'un sauveur du pays, il devient Premier ministre de 2001 à 2005. C'est donc

sous son mandat que la Bulgarie intègre l'OTAN et prépare son adhésion à l'Union européenne qui a lieu le premier janvier 2007.

La vie culturelle, rendue uniforme durant les décennies de communisme par le contrôle de l'État, l'impératif de suivre la « méthode » du réalisme socialiste et la censure, retrouve un dynamisme comparable à celui des années 1940 après les changements de 1989, dans le contexte d'effondrement des structures de production et de diffusion du livre, de total désengagement de l'État, et de l'image de l'écrivain, prestigieuse sous le communisme, entachée après 1989 par sa docilité au pouvoir.

Dans l'immédiat après-1989 et l'euphorie de la liberté de penser, de parler et d'écrire retrouvée, un bon nombre d'écrivains et d'intellectuels se détournent de la littérature de fiction, lui préférant pour un temps la littérature d'idées, le débat, le retour sur la période communiste, voire l'engagement politique. Entre cette fin de siècle qui a suscité maint espoir et le début du 21^{ème}, une véritable révolution de la langue, de la littérature et de son discours s'est effectuée avec une ligne de faille entre, d'une part, le début des années 90, marqué par la parution de quelques livres consacrés au communisme et par le creuset que sont les journaux et revues littéraires, le plus important étant à cet égard *Literatouren vestnik* ; d'autre part, la fin des années 1990, où le postmodernisme bulgare, d'abord dans la poésie puis dans la prose, se caractérise par la recherche d'innovations formelles qui puissent rapprocher la littérature bulgare des littératures européennes. La rupture par rapport à l'ère communiste se marque aussi bien par le contenu que par la forme, ce qui donne lieu, certes, à un certain nombre d'œuvres expérimentales délaissées par le public, plus ou moins bien comprises par la critique, mais aussi à des romans, récits, recueils de poèmes et pièces de théâtre qui n'ont rien à envier à ce qui s'écrit dans les autres littératures européennes et qui sont fortement ancrés dans la vie politique ou sociale du pays : *Un Roman naturel* [*Estestven roman*] (1999) et *L'Alphabet des femmes* (2001), de Guéorgui Gospodinov, *Mission Londres* [*Missia London*] (2002) d'Alek Popov, *Mères* [*Maikité*], 2004, et *Adriana* de Theodora Dimova, pour ne citer que les plus remarquables (et accessibles en français). On peut affirmer actuellement qu'il y a un véritable champ littéraire bulgare doté de ses acteurs et de ses propres lois, marqué par l'essor récent de la littérature portée par les femmes et l'apparition encore plus récente d'œuvres écrites dans la « diaspora », en bulgare ou dans la langue d'accueil.

2. L'identité en question

On peut distinguer quatre grands moments dans la « fabrique d'identités¹² » bulgare : le Réveil national (1762-1878), première grande fabrique patriotique et idéaliste, influencée par les Lumières ; l'entre-deux-guerres, fabrique nationaliste, dans le sillage du fascisme et du nazisme montant en Europe ; les années 1960-1980, nationalisme communiste anti-turc (développé dans le paragraphe consacré aux fractures) ; le post-communisme, moment où l'identité se pose par rapport

¹²Anne-Marie Thiesse, *La Création des identités nationales*, Paris, Seuil, 1999.

à l'Union européenne.

2.1. Le Réveil national bulgare (1762-1878)

Le Réveil national cristallise de nouveaux idéaux et des changements aussi bien économiques, politiques, idéologiques, que sociaux et culturels relativement rapides par rapport aux périodes qui l'on précédé : en un siècle environ, la Bulgarie, province ottomane de 1396 à 1878, isolée des grands mouvements qui agitent l'Europe. » Cette prise de conscience d'une identité bulgare est favorisée par la laïcisation progressive du savoir et de l'instruction accompagnée par la foi en l'instruction comme source de progrès et de bonheur, par la pénétration des Lumières dans cette région de l'Europe, la naissance et la diffusion de la presse périodique grâce à l'imprimerie apparue tardivement et par l'émergence d'une petite bourgeoisie commerçante, puis intellectuelle, qui a des liens avec la bourgeoisie européenne et de nouvelles aspirations. La nation, en cette période précisément pré-nationale, est plus que la « communauté politique imaginaire, et imaginée comme intrinsèquement limitée et souveraine » évoquée par Benedict Anderson¹³, elle est la communauté rêvée.

Le terme même de *Vazrajdanje*, calque bulgare du mot « re-naissance », bien ancré dans l'historiographie locale depuis le milieu du 19^{ème} siècle, est lourd de sens : après cinq siècles de domination ottomane et de « léthargie identitaire », selon cette conception le peuple bulgare renaît enfin à lui-même, à sa véritable identité, il renoue avec son glorieux passé. Cette image de renaissance à une véritable identité perdue depuis longtemps, d'éveil après un long sommeil (la période d'assimilation de la langue et de la culture grecque), qui devait connaître une fortune durable, remonte à l'appel lancé en 1762 par le moine d'Athos, Païssi de Hilendar, au début de son *Histoire slavobulgare*.

Cette œuvre réactive toute une mythologie déjà existante, véhiculée par la tradition orale qui témoigne d'un certain degré de conscience « ethnique » et transmet la mémoire des rites et coutumes traditionnels, des conflits entre peuple dominant et peuple dominé, entre deux religions différentes. Cette mythologie « nationale » est à l'œuvre dans les nombreuses épopées populaires, les chants des haïdouks, mais aussi dans les premières œuvres de prose et de poésie des années 1840-1860 : la notion d'éveilleurs du peuple, l'exaltation des haïdouks, figures mythiques de la littérature bulgare, mi-bandits des grands chemins, mi-héros rebelles à la domination ottomane, du Balkan, comme haut-lieu de la lutte contre les Ottomans, du faucon et du lion, symboles de bravoure, et surtout l'image encore vivace de « joug » turc.

Sélective, comme l'est toute mythologie, elle puise à la source de l'histoire tout ce qui sert la cause nationale : ligne de faille entre « nous / les autres » ou « soi / étranger », opposition chrétiens/ infidèles, glorification et « canonisation » littéraire de nouveaux martyrs (les chrétiens bulgares qui auraient été islamisés de force ou qui seraient morts pour avoir refusé cette conversion), mythe de cette islamisation massive et forcée, images de la famille malheureuse, du trésor (souvent une jeune fille) dérobé, de la mère patrie souffrant pour ses enfants. Ces mythes constituent la matrice des premières œuvres en prose bulgares qui apparaissent dans les années 1860.

¹³ Benedict Anderson, *L'Imaginaire national*, Paris, La Découverte, 1996/2002, p. 19.

À l'époque du Réveil national, c'est la slavité et l'orthodoxie qui sont mises en avant, opposées aux « Grecs rusés et traîtres », et aux « Ottomans barbares », oppresseurs des Slaves. Quant à l'Europe, elle symbolise le progrès technique mais aussi culturel, au point que l'on compare l'Europe à un soleil, une source de lumière vers laquelle il faut se tourner, en l'opposant à « l'Orient endormi », « léthargique ». Dans cette dichotomie Orient / Occident, l'Orient est présenté comme arriéré, incapable de progrès.

S'il ne fallait retenir que deux lieux de mémoire liés aux luttes pour la libération des territoires bulgares, se serait assurément le mont Chipka (chaîne du Balkan), où une bataille fut livrée contre les Ottomans en 1877, et le bateau le *Radetski*, immortalisés par des poèmes d'Ivan Vazov. Et s'il ne fallait retenir qu'un « héros », ce serait le poète Hristo Botev, qui monta à bord du *Radetski*, en 1876, passant ainsi de la rive roumaine à la rive bulgare du Danube, afin de livrer bataille contre les Ottomans... où il trouva la mort.

2.2. L'entre-deux-guerre

C'est une période marquée par l'amertume suscitée par le traité de Neuilly de 1919 : la défaite et la perte de territoires mettent à mal l'identité nationale bulgare et font naître un nationalisme lié à la « grande Bulgarie » et à la « Bulgarie des trois mers ». Dans cette nouvelle tension « nous / les autres », Orient/Occident, l'Occident (dont Oswald Spengler venait de prédire le déclin) est considéré comme la source de la crise morale qui secoue alors le pays. C'est une période de débats où plusieurs « idéologues » du repli sur la terre natale sont favorables à un régime autoritaire, la démocratie leur semblant dangereuse et éloignée de la tradition patriarcale bulgare, en même temps que se font jour des théories raciales et ethniques calquées sur les théories nazies, ainsi qu'une vision messianique du destin de la Bulgarie prise entre la slavité orientale et la civilisation de l'Europe occidentale décadente. L'accent est mis sur la nécessaire redécouverte de l'authentique bulgarité fondée sur l'élément protobulgare de la nation, exalté comme supérieur à l'élément slave.

En vingt ans, il sortira en Bulgarie plus de trois cents romans historiques¹⁴. Des maisons d'édition spécialisées sont créées, telle « Bulgarie antique », dirigée par l'écrivain Petar Karapetrov et recommandée par le ministère de la Guerre et celui de l'Éducation, des collections au titre éloquent : « Pages de notre passé », « Notre patrie et le passé », « Romans historiques bulgares », « Bulgares glorieux », « Rois bulgares », « Nos héros », etc. Il se crée même une « Association des auteurs de romans historiques ». Si la littérature, plus largement la culture, bulgare a toujours été traversée, depuis l'époque du Réveil national, par la tension étranger / natal, le discours messianique nationaliste de l'entre-deux-guerres exalte bien entendu le national et le patriotisme, et propose une nouvelle vision de la bulgarité qui se fonde sur l'élément proto-bulgare, propre, croit-on et comme le professe Fani Popova-Moutafova (par ailleurs adepte des thèses raciales nazies) dans de nombreux articles, à régénérer non seulement la Bulgarie mais, plus largement, la péninsule des Balkans.

¹⁴ Je m'appuie sur l'excellent ouvrage d'Olga Georgieva-Teneva, *Literatura i istoričeski mit* (Littérature et mythe historique), Sofia, Kritika, 2002, notamment sur le chapitre intitulé "Mität velika Bălgarija – istoričeskata psixoterapija" (Le mythe de la grande Bulgarie – la psychothérapie historique), p. 66-94.

3. Fractures et défis

Les grands défis auxquels est confrontée la Bulgarie depuis son intégration à l'Union européenne sont la lutte contre la criminalité organisée et la corruption, la préparation de l'entrée dans la zone euro dans les conditions difficiles et incertaines que l'Europe traverse actuellement, le renforcement de sa productivité, le contrôle des crédits. Parmi les grandes fractures que connaissent la politique et la société bulgares, la plus importante est certainement la manière dont est gérée la cohabitation entre ethnies et religions différentes, ce qui pose la question de la vision de l'identité et de l'altérité, question rendue complexe en Bulgarie par le passé musulman, les mythes et la mémoire qui lui sont rattachés et qui pèsent encore actuellement.

3.1. la politique à l'égard des Turcs de Bulgarie

À la Libération de 1878, qui s'accompagne du départ contraint des élites administratives et militaires ottomanes, les Turcs demeurés en Bulgarie représentent 20% de la population, d'après le recensement de 1881. C'est une « minorité ethnique » – selon le terme officiel – paisible, laborieuse, plutôt pauvre et peu instruite, qui fait plus d'une fois preuve de sa loyauté et prend part aux différentes guerres du 20^{ème} siècle dans l'armée bulgare. Dans les régions où la population est fortement mêlée, on observe des relations de bon voisinage, d'amitié, de tolérance et de respect à l'égard des différentes pratiques et fêtes religieuses. Les Turcs disposent de leurs propres écoles, d'association sportives et culturelles et de leurs journaux, selon des modalités qui changent avec les époques et les régimes tant en Bulgarie qu'en Turquie.

La politique générale tend, cependant, à la marginalisation des minorités ethniques et linguistiques, à la séparation des espaces sociaux entre Bulgares et non-Bulgares, et l'État s'efforce d'effacer les traces culturelles et linguistiques de la domination ottomane¹⁵.

Le pouvoir de Jivkov instaure un communisme national, infléchissant la politique de ses prédécesseurs sur la question macédonienne, d'une part, envers les minorités pomaks (Bulgares musulmans), turques et roms, de l'autre. La bulgarisation forcée des noms des Roms musulmans commence dès 1958-1959 ; une première campagne de changement forcé de patronymes pomaks est menée en 1961-1964, sur laquelle les pouvoirs publics reviendront partiellement, avant d'imposer une bulgarisation massive des noms au début des années 1970, qui va de pair avec des campagnes d'éradication des spécificités vestimentaires, d'introduction de rituels maritaux civils et l'intensification des campagnes d'athéisme. L'homogénéisation de la société, le nivellement des différences font d'ailleurs partir du projet socialiste.

En 1984-1985 est lancé un « processus de renaissance » contre les Turcs de Bulgarie : il s'agit de démontrer que, non seulement les Pomaks, mais aussi les Turcs de Bulgarie seraient en réalité des Bulgares islamisés de force dans le passé, et de les faire « renaître » à leur « véritable identité ». L'existence d'une minorité turque en Bulgarie est niée, on oblige par la violence 759 500 Turcs à prendre des noms bulgares, l'usage de la langue turque en public est réprimé, l'ensemble des pratiques culturelles et culturelles musulmanes sont restreintes¹⁶. On diffuse auprès

¹⁵ Cf. Bernard Lory, *Le sort de l'héritage ottoman en Bulgarie. L'exemple des villes bulgares*, Istanbul, Isis, 1985.

¹⁶ Cf. Nadège Ragaru, « Faire taire l'altérité », *Cultures & Conflits*, 79-80, Automne/Hiver 2010, [En ligne], mis en

de la population, dans le contexte de crise économique et d'érosion idéologique, l'image des Turcs comme éléments étrangers susceptibles de revendiquer l'autonomie, une sorte de « cinquième colonne » potentiellement dangereuse pour le pays¹⁷.

Pour plus d'efficacité, on fait intervenir la littérature et le cinéma : c'est dans ce contexte que l'on demande à l'écrivain Anton Dontchev d'écrire une œuvre sur les Pomaks des Rhodopes, ce sera *Vrémé razdelno* (« Le Temps de la rupture »)¹⁸, paru en 1964, un roman au succès permanent (en 2002, une manifestation officielle était organisée sous l'égide du Président de la République bulgare pour la seizième réédition). Pour pallier l'absence de véritables matériaux historiques, le roman de Dontchev se sert de chroniques dont on sait maintenant que ce sont des faux ; l'historiographie actuelle, aussi bien en Bulgarie qu'à l'étranger, s'appuyant sur les archives et registres consultables maintenant en Turquie, met en question la thèse de l'islamisation forcée et massive dans les Balkans. Quant aux anthropologues, critiques littéraires et chercheurs en Sciences humaines bulgares, ils appellent à la démythologisation, entre autres de l'image des Turcs et de la période ottomane dans la littérature, la société et l'enseignement.

En 1987, les mythes créés par le roman de Dontchev sont récupérés une seconde fois, grossis encore une fois, soumis à la caricature par le film presque du même nom, *Vrémé na nasilie* (*Temps de la violence*), œuvre de commande réalisée par Lioudmil Staïkov avec de gros moyens techniques et financiers, et diffusée en Bulgarie comme à l'étranger.

En réponse aux mobilisations sociales des Turcs de Bulgarie qui, au printemps 1989, avec le soutien timide de certaines organisations dissidentes bulgares, organisent manifestations et protestations pour demander le rétablissement de leurs droits, Jivkov organise dans un climat de peur l'exode d'environ 340 000 Turcs de Bulgarie vers la Turquie, sans savoir qu'il concourait ainsi à sa chute.

Dès la fin de 1989, les décrets de bulgarisation des noms sont abolis et, en 1990, la restitution des anciens noms est autorisée, mais la formation « d'organisations à visée séparatiste ou autonomiste » est interdite et le bulgare est toujours l'unique langue officielle de l'État. Cela n'empêche pas, en 1990, la formation du Mouvement pour les droits et la liberté qui se veut défenseur des droits des Turcs. En 1991, des cours facultatifs de turc sont ouverts, et, en 1999, à la faveur de la ratification de la convention cadre pour la protection des minorités nationales du Conseil de l'Europe, l'enseignement des langues minoritaires est intégré au cursus scolaire, mais sans pouvoir soutenir la concurrence de l'anglais et sans bénéficier d'une mobilisation de la société.¹⁹

3.2. La difficile intégration des Roms de Bulgarie²⁰

ligne le 26 mai 2012. URL : <http://conflicts.revues.org/index18033.html>. Consulté le 28 mai 2012.

¹⁷ Je m'appuie ici sur les articles d'Antonina Željazkova, « Turci », in *Obštnosti i identičnosti v Bălgarija*, Sofia, 1998, pp. 371-397, et de Krasimir Kănev, « Zakonodatelstvo i politika kăm etničeskite i religioznite malcinstva v Bălgarija », *Obštnosti...*, op. cit. pp. 67-117.

¹⁸ Paru en français aux éditions Actes Sud dans une traduction de Ivan Obbov sous le titre *Les cent frères de Manol* (1980).

¹⁹ Nadège Ragaru, 2010.

²⁰ Je m'appuie sur deux articles : Nadège Ragaru, « Bulgarie. Être rom ou les dangers d'une lecture figée de l'identité », *Grande Europe* n 26, novembre 2010 - La Documentation française © DILA ; **Milena Guest et**

Les Roms (que l'on appelait « Tsiganes » en Bulgarie jusqu'à une date récente) ont toujours véhiculé des images stéréotypées négatives de paresse, refus de travailler, vol, prostitution, etc., renforcées par les peurs dues au décalage de la natalité favorable aux Roms (en 2001 26,7 pour mille contre 6,9 pour mille au sein des Bulgares, mais leur espérance de vie est moins élevée), et, plus récemment, par l'instrumentalisation politique de la « question rom » dans l'Union européenne. Estimés en 2001 à 370 908 (soit 4,7% de la population d'après le recensement, entre 500 000 et 800 000 selon des chercheurs), leur intégration est l'un des défis les plus lourds auxquels est confrontée la Bulgarie d'aujourd'hui, d'autant plus que les Roms sont les premières victimes du chômage, depuis 1989, et qu'ils sont de plus en plus marginalisés. On oublie aussi que derrière cette appellation homogénéisante de « Roms » se cache une diversité confessionnelle et linguistique.

À partir des années 1950, le processus de sédentarisation des Tsiganes s'accélère avec la collectivisation des terres et l'essor industriel des villes. L'une des conséquences de la politique volontariste (et non exempte de coercition, comme en témoigne, à la fin des années 1950, le changement forcé des noms des Roms musulmans) appliquée à leur égard sous les années de communisme pour transformer leur mode de vie, est une certaine forme d'intégration en tant que main d'œuvre ouvrière dans les usines des villes, où ils sont encouragés à se rendre, et les coopératives agricoles dans les campagnes, ainsi que l'abaissement de l'illettrisme et l'accès au système de santé. Elle aboutit aussi à une concentration spatiale qui permet de mieux les contrôler.

Après 1989, du fait de leur faible niveau de formation et de professionnalisation, des préjugés qui les entourent, les Roms sont atteints de plein fouet par le chômage, la déstructuration du système de protection sociale, et l'illettrisme recommence à augmenter. De plus, ils ne profitent pas de la restitution des terres, puisqu'il n'ont jamais été propriétaires. Les mesures tentées par les pouvoirs publics sous la pression d'institutions et d'ONG européennes pour améliorer l'habitat et l'éducation des Roms n'ont pas donné de résultats convaincants et ont plutôt abouti à leur ghettoïsation et leur marginalisation accrues, à la formation d'une mafia rom enrichie, à la recherche de stratégies de survie plus ou moins licites, tandis que les heurts entre Roms et non-Roms gagnent en violence et en fréquence. L'instrumentalisation des Roms stigmatisés comme dangereux, dont nous avons été témoins en Union européenne, notamment en France, n'arrange rien et révèle au contraire à quel point le rapport entretenu à l'égard des Roms cristallise de manière plus générale les déséquilibres et fragilités des sociétés.

3.3. L'ouverture des dossiers de la Sécurité d'État

La question qui a secoué et continue d'ébranler la société bulgare, ces dernières années, est celle de l'ouverture progressive des dossiers de tous ceux qui ont, de près ou de loin, sous quelque forme que ce soit, collaboré avec la Sécurité d'État et occupé après 1989 des fonctions publiques.

Le 19 décembre 2006, le Parlement bulgare adopte la « Loi sur l'accès et l'ouverture des documents et sur la divulgation de l'appartenance des citoyens bulgares à la Sécurité d'État et aux services du renseignement de l'Armée populaire bulgare ». Cette loi semble tardive au regard de la majorité des pays de l'ancien bloc soviétique qui ont permis bien plus tôt l'accès aux archives de

Alexandra Nacu, « Roms en Bulgarie, Roms en Roumanie - quelle intégration ? », *Méditerranée* [En ligne], 110 | 2008, mis en ligne le 01 janvier 2010, consulté le 27 mai 2012. URL : <http://mediterranee.revues.org/548>.

leurs services secrets et de leur police politique. Les réticences étaient grandes, tant était élevé le nombre de personnalités politiques, intellectuelles et influentes qui savaient qu'elles étaient concernées, et les débats passionnés.

Une première loi sur l'accès aux dossiers de la Sécurité d'État est publiée en 1997, permettant ainsi à un petit nombre de Bulgares d'avoir accès à leur dossier. Mais le Tribunal constitutionnel lui introduit de fortes restrictions. En 2001 est publiée la « Loi sur l'accès aux dossiers de l'ex-Sécurité d'État et des anciens services de renseignement du Quartier général », et la « Commission Andreev » est chargée de la mettre en œuvre. En 2002, la commission est dissoute et la loi vidée de son sens par l'adoption de la « Loi sur la protection de l'information classée » promulguée sous le gouvernement de Siméon de Saxe-Cobourg Gotha, ex-roi de Bulgarie en exil depuis l'âge de sept ans, revenu au pays pour y faire une carrière politique après avoir créé son propre parti.

La « Loi sur l'accès et l'ouverture des documents et sur la divulgation de l'appartenance des citoyens bulgares à la Sécurité d'État et aux services du renseignement de l'Armée populaire bulgare » de 2006 vise à : « réglementer l'accès, l'ouverture, l'utilisation et la conservation des dossiers de la Sécurité d'État et des services de renseignement de l'Armée populaire bulgare, y compris des organes qui leur ont succédé, pour la période située entre le 9 septembre 1994 et le 16 juillet 1991, [...] »

La « Commission Evtim Kostadinov » a la responsabilité de la mettre en œuvre, elle est tenue de rendre compte régulièrement de son activité qui est publiée sur le site Internet www.comdos.bg.

Depuis 2007, cette commission publie régulièrement le nom des personnalités politiques et publiques dont il s'avère qu'elles ont plus ou moins longtemps, de plus ou moins près, collaboré avec l'ancienne Sécurité d'État. Dès 2007, par exemple, les Bulgares apprennent que leur président, Guéorgui Parvanov a collaboré à la Sécurité d'État sous le pseudonyme de « Gotsé ». Entre avril 2007 et octobre 2008, la commission avait rendu publics 52 arrêtés divulguant les noms de collaborateurs (environ 1500). On estime qu'environ 10% de la population a collaboré avec les organes de la Sécurité d'État.

Sur le site de la commission, on insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas de lustration, mais de tirer les leçons de l'histoire pour mieux préparer l'avenir.

B. Auteurs

Païssi de Hilendar (1722?-1773?) aux sources de la bulgarité

Le moine Païssi de Hilendar est une figure hautement emblématique de la culture bulgare et du rapport à l'identité, au point que son œuvre, *l'Histoire slavobulgare*, recopiée maintes fois et diffusée autant qu'il était possible de le faire sur des territoires qui ne connaissaient pas encore l'imprimerie, marque pour l'historiographie bulgare, depuis le 19^{ème} siècle, le début du Réveil national (1762). On dispose de peu de données le concernant, sinon qu'il a écrit cette œuvre sur le mont Athos, dans les monastères de Hilendar et de Zograf, et qu'il a arpenté les terres bulgares, faisant connaître son manuscrit qui n'est imprimé pour la première fois qu'en 1844, à Bucarest.

L'appel qu'elle contient jette les fondements d'une identité nationale dans la triade lignage –

langue – patrie, en opposant les Bulgares, slaves et orthodoxes, doués d'une langue écrite depuis la création au 9^{ème} siècle des alphabets slaves, à la fois à l'opresseur ottoman et musulman et aux phanariotes, ces Grecs riches et influents qui exerçaient des fonctions importantes dans l'Empire ottoman.

« Prêtez attention, lecteurs et auditeurs, peuple bulgare, vous qui aimez votre peuple et votre patrie et qui vous souciez d'eux, qui voulez comprendre et connaître ce que vous ne savez pas sur votre lignage bulgare, la vie de vos pères, aïeux et rois, de vos patriarches et de vos saints. [...] Oh, insensé et faible d'esprit ! Pourquoi as-tu honte de te nommer « bulgare » et ne parles-tu ni ne lis-tu dans ta langue ? Les Bulgares n'ont-ils pas eu de royaume et d'État ? ... Toi, Bulgare, ne te laisse pas duper, connais ton peuple et ta langue, et instruis-toi dans ta langue ! »

Dans l'entre-deux-guerres, une revue nationaliste qui paraît entre 1928 et 1943 s'intitule *Père Païssi* [Otets Païssi] et c'est à Païssi que fait référence la quatrième de couverture de tous les romans historiques paraissant dans la collection Bulgarie antique, en recopiant son appel.

Hristo Botev (1848-1876) : l'identité héroïsée

Né le 25.12.1847 ancien calendrier (6.01.48 nouveau calendrier) à Kalofer, d'un père lettré et instituteur, il fait ses études dans l'émigration, à Odessa, avant d'être lui-même instituteur en Russie, puis en Bulgarie et à Bucarest. Il se lie à l'émigration révolutionnaire, notamment à l'écrivain Lioubèn Karavelov, et collabore activement aux journaux édités par ce dernier, *Liberté* et *Indépendance*, où il se fait remarquer par sa plume satirique dans les nombreux épigrammes, pamphlets, satires, feuilletons et poèmes qu'il écrit. Après sa rupture avec Karavelov, il édite son propre journal, *Étendard* (1874-1875). Lorsqu'éclate l'insurrection d'avril 1876, il organise une troupe qui s'empare du navire le *Radetski* et se rend sur la rive bulgare du Danube. Botev meurt sur le champ de bataille en combattant les Ottomans près de Vratsa.

Peu avant sa mort, il fait paraître le premier numéro de *Nouvelle Bulgarie* avec un éditorial qui explique les raisons l'ayant poussé à fonder le journal :

« Notre journalisme révolutionnaire s'est tu. C'est un crime dans les circonstances actuelles où notre peuple rassemble toutes ses forces pour lutter désespérément contre ceux qui l'oppriment depuis cinq siècles. »

Pour lui, l'écriture, le journalisme, sont non seulement la tribune d'un peuple, mais aussi et surtout une arme puissante qui lui permet de traiter des sujets extrêmement variés avec une profondeur de vue et d'analyse, une ironie mordante : sort et destinée du peuple bulgare dans le contexte européen, question d'Orient, rôle de l'émigration révolutionnaire, histoire des luttes de libération, perspectives de gouvernement démocratique après la libération du pays, etc.

Ce n'est pas seulement le chantre de la révolution politique, c'est aussi celui qui s'insurge contre les inégalités sociales, qui rêve d'un monde plus juste et plus égal, plus fraternel, d'un monde

libre : « Seul celui qui est libre peut revendiquer le nom d'homme dans le plein sens du terme²¹. »

Dans le contexte européen des Lumières, il appelle de ses vœux la civilisation et le progrès, la raison, en laquelle il voit la source d'un bien-être possible, et fustige la bêtise :

« De même que l'on a besoin de l'œil pour la lumière, de l'oreille pour le son, de la raison pour l'entendement des vérités les plus simples, de même, le savoir, l'instruction et le développement sont nécessaires à tout peuple qui veut atteindre un certain degré de bien-être »²².

Il est tout d'abord reconnu comme publiciste et il faut attendre les années qui suivent la libération, notamment le rôle de l'écrivain Zahari Stoyanov, pour qu'il soit reconnu également comme poète qui a laissé dix-neuf poèmes, écrits entre 1867 et 1876, exaltant le combattant pour la liberté qui se sacrifie pour son idéal, fustigeant ceux qui attendent passivement et exprimant la souffrance du poète qui est une voix dans le désert.

Entre tradition (chanson populaire) et innovation (dans les images, anaphores, allitérations et assonances, enjambements), la poésie chez Botev n'est pas qu'un instrument, une arme mise au service d'un idéal, elle est aussi un chant et un univers en soi. Là réside son talent.

Son poème « Hadji Dimiter », le plus connu, appris par tout Bulgare, est dédié à l'un de ces combattants pour la liberté de la Bulgarie, mort sur le chant de bataille. La cinquième strophe, notamment, figurait sur un monument devant le Palais national de la Culture à Sofia :

Celui qui tombe au combat pour la liberté,
il ne meurt pas : terre et ciel le pleurent,
bêtes et fauves, la nature toute entière !
Et les poètes pour lui composent des poèmes ...

Ivan Vazov (1850-1921) : mémoire de la bulgarité

Il est difficile de concentrer en quelques paragraphes la personne et l'œuvre de celui que les Bulgares nomment le Patriarche de leur littérature et qui a laissé une œuvre variée (romans, récits, nouvelles, récits de voyage, drames, poèmes, traductions) rassemblée en vingt tomes volumineux. Il est le chantre de Chipka, de l'épopée du *Radetski*, des volontaires bulgares qui participèrent aux batailles pour la libération de la Bulgarie de la domination ottomane, de la nature bulgare et de la bulgarité : son poème « Je suis un petit Bulgare » a été et est toujours appris par tous les enfants du pays et de la diaspora.

Né en 1850 dans la petite ville de Sopot, il est envoyé en Roumanie faire des études de commerce, son père le destinant à reprendre ses affaires. Il y côtoie les émigrés révolutionnaires. Instituteur, puis fonctionnaire de l'administration à la libération de 1878, juge, député, ministre de l'éducation, il s'adonne très tôt à l'écriture et s'y consacre à partir de 1889, lorsqu'après des pérégrinations liées aux vicissitudes de la vie politique de l'époque, il s'établit durablement à Sofia. Dans le conflit Jeunes/Anciens, qui l'oppose au poète et critique Pentcho Slaveïkov, et, plus

²¹ *Étendard*, N°. 23, 27 juillet 1875.

²² *Étendard*, N°. 1, 8 décembre 1874.

généralement, aux membres du cercle moderniste *Missal*, il incarne les Anciens par le réalisme de l'écriture et la thématique « patriotique » qui anime quasiment toute son œuvre.

Sous le Joug (paru d'abord dans une revue en 1889, puis comme livre en 1894) marque le début d'une tradition, celle des romans historiques consacrés à la vie des Bulgares sous la domination ottomane et à leurs luttes de libération nationale. C'est une grande fresque romantique écrite lorsque Vazov était en exil, ce qui explique un pathos exacerbé dans l'évocation de la patrie asservie, une idéalisation des idéaux révolutionnaires et de l'héroïsme des Bulgares. Mis à part les personnages du bey et du cadî, qui font preuve d'un certain sens de la justice et de la mesure à l'égard de leurs « administrés » chrétiens, et manifestent même du respect à l'égard de notables tels que le *tchorbadji* Marko, l'image dominante est peu nuancée : les Ottomans font preuve de cruauté gratuite, ce sont des êtres malfaisants, des débauchés avides d'or et d'argent facilement corruptibles. Les comparaisons les plus fréquentes les assimilent à des monstres sanguinaires, des fauves, des bêtes, des païens, des tyrans. En contrepoint, les Bulgares sont, dans l'ensemble, vifs, intelligents, innocents et purs, nobles et héroïques, si l'on excepte certains *tchorbadjis*, ou notables chrétiens, collaborateurs zélés des Ottomans, prêts à dénoncer les leurs. La scène finale, romantique, montre la mort du héros et de sa bien aimée, abattus par les Turcs.

Du point de vue narratif, si le roman *Sous le Joug* reprend les figures marquantes de la mythologie nationale développées par les nouvelles qui l'ont précédé d'environ vingt ans, il offre une structure et une technique beaucoup plus complexes : scènes d'amour, récits de batailles, tranches de vie quotidienne, descriptions alternent avec un suspens habilement ménagé.

Mais sous la plume de Vazov se profile aussi la satire des mœurs politiques et de l'ambiance générale de son époque, avec l'idée insidieuse que, peut-être, l'époque ottomane n'était pas si mauvaise. Ainsi, dans le récit de Vazov intitulé « Grand-père Nestor » (1888), tous les traits négatifs dont étaient chargés les Turcs dans *Sous le Joug* se retournent contre les Bulgares, et le vieux Nestor, qui a tant attendu la Libération de son pays, se retrouve maintenant étranger dans son propre pays :

« Sous les Turcs, ce n'était pas bon, c'est sûr, mais quand on tombait à genoux, quand on donnait un petit pot de vin, on trouvait pitié et pardon, même si on avait tué un homme. Non, non, il y avait de l'humanité chez les Turcs. Ils battaient mais ils pardonnaient aussi... C'était un peuple miséricordieux. Alors que nous sommes des fauves, Seigneur, pardonne-nous ! »

Aleko Konstantinov (1863-1897) : l'autre visage de la bulgarité

Aleko Konstantinov, surnommé de son vivant « Le Bienheureux », a pourtant connu un destin tragique. Voulant mettre ses compétences de juriste au service du nouvel État, il a souvent été remercié du fait de son esprit indépendant, et ses pamphlets et feuilletons, féroces à l'égard des pouvoirs, lui attirent la haine de ces derniers.

Né à Svichtov dans une famille de commerçants aisés, il termine ses études secondaires et étudie le droit en Russie. Rentré en Bulgarie, il est juge, procureur et avocat. Il laisse une œuvre intéressante faite de récits de voyages (les premiers récits de voyager d'un Bulgare sur Paris, Chicago, Prague où l'auteur se rendit aux expositions universelles), de feuilletons politiques et de

son chef-d'œuvre, destiné à incarner un type précis de Bulgare, voire de Balkanique, *Bai Ganiou* (1895), publié deux ans avant qu'il ne soit assassiné.

Ce « roman », qui porte pour sous-titre « récits extraordinaires d'un Bulgare contemporain », est devenu si célèbre que le héros dont il porte le nom symbolise le parvenu mal dégrossi, rusé et un brin truand, qui accumule les gaffes par bêtise et manque d'éducation. C'est en fait un cycle de récits mettant en scène Ganiou Balkanski, jeune commerçant d'essence de rose qui voyage en Europe et finit par faire de la politique, ainsi que ses réactions face à la culture occidentale. Le trait et la langue, où abondent les termes expressifs et les turcismes, sont truculents, mais l'image de Ganiou n'est évidemment pas vraiment à l'avantage de la petite bourgeoisie bulgare contemporaine, elle est encore abondamment utilisée aujourd'hui par ceux qui veulent opposer Orient et Occident, Bulgarie et Europe. C'est une autre face de la bulgarité qu'il propose, aux antipodes de la face héroïque véhiculée par le roman de Vazov.

Gueorgui Gospodinov (né en 1968) : l'identité revisitée au 21^{ème} siècle

Après une décennie de recherches formelles et d'innovations qui ont lieu par et dans la poésie, la force de Gospodinov, écrivain phare de la littérature post-communiste, auteur de deux romans, deux pièces, des récits et plusieurs recueils de poèmes, est d'imposer le roman (1999), puis la nouvelle (2001) comme porteurs eux aussi d'une nouvelle esthétique.

La nouvelle « Premiers pas », les romans *Un Roman naturel*, *Physique de la tristesse*, sont emblématiques d'un lien recherché avec les écrivains du début du 20^{ème} siècle par delà la « parenthèse » totalitaire (on y trouve des allusions à l'œuvre d'Ivan Vazov, par exemple) ; d'un nouveau rapport, distancié, à la Bulgarie, à son histoire et à son identité, rapport fait d'humour frisant parfois l'ironie à l'égard du nationalisme communiste, non sans clin d'œil aux sociologues et philosophes français (en l'occurrence Baudrillard) qui ont profondément marqué ce qu'il est désormais convenu d'appeler la « génération des années 1990 » ; d'une nouvelle esthétique où le quotidien et le trivial côtoient le « sublime », où les fragments et leur juxtaposition par association remplacent la linéarité, où le « moi », qui se fait collectionneurs de plusieurs « moi », d'identités plurielles, est souvent placé au centre de la narration.

Pour en savoir plus

Georges Castellan et Marie Vrinat-Nikolov, *Histoire de la Bulgarie, au pays des roses*, Brest, Armeline, 2008.

Francis Conte, *Les Slaves*, Paris, Albin-Michel, 1986.

Jack Feuillet et Marie Vrinat-Nikolov, *La Bulgarie du communisme à l'Union européenne, langue, littérature, médias*, Paris, Institut d'Études slaves, *Revue des Études slaves*, tome 81, fascicule 2-3, novembre 2010.

Ivan Ilitchev, *La rose des Balkans*, Sofia, Colibri, 2003.

Bernard Lory, *L'Europe balkanique de 1945 à nos jours*, Paris, Ellipses, 1996.

Nadège Ragaru, « Apprivoiser les transformations post-communistes en Bulgarie : la

Marie Vrinat-Nikolov
Chapitre « Bulgarie » de l'ouvrage *Europe – Histoire, Nations, Identités* (dir. Francine Rouby),
Paris, Ellipses, 2013, p. 507-529.

fabrique du politique (1989-2004) », Thèse de doctorat en science politique, Sciences Po, Paris, 2005.

Tzvetan Todorov, *Au nom du Peuple*, recueil de textes présentés par Tzvetan Todorov et traduits par Marie Vrinat, Éditions de l'Aube, 1992.

Tzvetan Todorov, *La fragilité du bien (le sauvetage des juifs de Bulgarie)*, textes réunis et commentés par Tzvetan Todorov, traduits par Marie Vrinat et Irena Krasteva, Paris, Albin-Michel, 1999.

Marie Vrinat-Nikolov, *Miroir de l'altérité : la traduction (deux exemples emblématiques de la constitution d'une langue-culture par la traduction en Europe : la Bulgarie et la France, IX^e-début XX^e siècle)*, éditions ELLUG, Grenoble, 2006.

Choix d'œuvres littéraires traduites en français :

Théodora Dimova, *Mères*, roman traduit par Marie Vrinat, Paris, éditions des Syrtes, 2006.

Théodora Dimova, *Adriana*, roman traduit par Marie Vrinat, Paris, éditions des Syrtes, 2008.

Anton Dontchev, *Les cent frères de Manol*, roman traduit par Ivan Obbov, Arles, Actes sud, 1995.

Emilia Dvorianova, *PASSION ou la mort d'Alissa*, roman traduit par Marie Vrinat, Gardonne, Fédérop, 2006.

Guéorgui Gospodinov, *L'Alphabet des femmes*, récits traduits par Marie Vrinat, Paris, Arléa, 2003.

Nikolaï Kantchev, *Observatoire des saisons*, poèmes traduits par Denitza Bantcheva, Paris/Lausanne, L'Age d'homme, 2001.

Nikolaï Kantchev, *Childe Harold beaucoup plus tard*, poèmes traduits par Denitza Bantcheva, Paris, Editions du Revif, 2007.

Ivaïlo Pétrov *Avant ma naissance... et après*, roman traduit par Marie Vrinat, Paris, L'Age d'Homme, 1994.

Alek Popov, *Mission Londres*, roman traduit par Marie Vrinat, Paris, Alvik, 2006.

Yordan Raditchkov, *Les Récits de Tcherkaski*, récits traduits par Marie Vrinat, Paris, l'Esprit des Péninsules, 1994, réédité en 1998 et augmenté d'autres récits traduits par Kracimir Kavaldjiev.

Ivan Vazov, *Sous le Joug*, roman traduit du bulgare par Marie Vrinat, Paris, Fayard, 2007.

Yordan Yovkov, *Légendes du Balkan, nouvelles* traduites par Marie Vrinat, Paris, l'Esprit des Péninsules, 1999.